

Les syndicats résistent au travail dominical de la loi Macron

Article rédigé par *Hélène Bodenez*, le 11 septembre 2015

La Loi Macron aurait-elle déjà du plomb dans l'aile avant même d'être appliquée ? Appelés à rendre leurs avis le 15 septembre, les syndicats ont montré les dents cette semaine après que le projet de ZTI (zones touristiques internationales) à Paris a été dévoilé.

Le gouvernement avait annoncé douze ZTI, soit bien plus que le chiffre discuté au Parlement. [Sud Commerce a voulu vérifier. Après avoir relu le compte-rendu intégral de l'Assemblée nationale du 13 février 2015](#), le syndicat ironise : « Emmanuel Macron est fâché avec l'arithmétique (quatre ZTI ne font pas douze au bout du compte), voire a effrontément menti devant la représentation nationale ! »

Réunies en AG à la Bourse du travail mardi 8 septembre par Karl Ghazi, le secrétaire de la CGT-Paris, [l'homme qui « horripile les grands magasins »](#), les organisations syndicales ont fait monter leur mécontentement en élaborant un « calendrier de la lutte » et [appelé à une première grève le 15 septembre](#) précisément. « [Celui qui hante les nuits des distributeurs](#) » n'a pas dit son dernier mot. Les entourloupes des ZTI, ça suffit. Non, elles ne couvrent pas que 6 % du territoire de Paris, comme si tout Paris n'était qu'espace commercial : on est bien plus proche du 30 %. Non, le volontariat n'existera pas. Non, le doublement de salaire n'est pas prévu. Non, Beaugrenelle et Italie II ne sont pas touristiques, ces lieux ne sont que centres commerciaux. Non, la Fnac ne peut faire la loi hors de la représentation nationale par simples accommodements avec le ministère.

Les grands magasins à Paris pourront-ils donc ouvrir le dimanche sans l'accord des syndicats comme le promettaient tant de médias, [tant d'infographies](#), tant [de vidéos explicatives](#) ? *Le Figaro* (9 septembre) semble inquiet pour une fois, et répond aujourd'hui par la négative, pleurant sur le gâchis d'un lobbying aussi puissant qui fait flop. « La loi Macron a donné les clés des Grand magasins aux syndicats » regrette le grand quotidien. Le « Pas d'accord, pas d'ouverture » d'Emmanuel Macron tient en tout cas le repos dominical en survie.

Une résistance qui ne faiblit pas

Rappelons au passage que les avancées en la matière ne sont d'ailleurs dues qu'à des ruses ou des oukases : décrets pris pendant des trêves, 49.3, amendements félons de nuit devant des assemblées vides. Mais l'opposition au travail du dimanche ne s'est pas éteinte pour autant. À chaque coup porté, une riposte plus grande encore naît.

La dernière en date pourrait être décisive : Martine Aubry est venue cette semaine au secours de son homologue parisienne dans une interview sur Europe 1. [Anne Hidalgo opposée à une généralisation du travail le dimanche a, de son côté, envoyé une lettre au vitriol à Bercy](#) qui fait mine d'être étonné et de s'offusquer du procédé de la lettre publique. C'est oublier que le ministère a fait de même concernant les douze projets d'arrêtés délimitant les futures ZTI parisiennes prenant les syndicats à contrepied ! Des actions juridiques seront lancées. Certains médias à la botte des grandes enseignes les discréditent déjà.

Pour que le temps de la semaine ne soit pas disloqué, que cet ordre humain des sept jours demeure, que le dimanche reste un jour gratuit, un jour de don, un jour pour Dieu, un jour pour l'homme, acceptons ce combat, même mené par des organisations et des personnes politiques que nous n'aurions d'emblée peut-être pas fréquentées. Mais c'est la politique de demain : des alliances improbables qui se nouent dans un monde où il n'y a plus ni gauche, ni droite. H.B.

En savoir plus :

Notre dossier « [Oui au repos dominical](#) »
